

Université d'Auvergne, 1^{ère} année de Licence, Arnaud Diemer

INFLATION

Thème 3

Grands Problèmes économiques contemporains

INFLATION

I. LES ORIGINES DE L'INFLATION

- A. Le rôle de la monnaie et l'explication monétariste**
- B. L'inflation par la demande (la théorie keynésienne)**
- C. L'inflation par les coûts**
- D. L'inflation : phénomène structurel**

II. LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION

- A. Les effets bénéfiques de l'inflation**
- B. Les effets néfastes de l'inflation**

III. LA MESURE DE L'INFLATION

IV. EVOLUTION DE L'INFLATION EN FRANCE

A. Le rôle de la monnaie et l'explication monétariste

- Pour les auteurs néoclassiques et monétaristes (dont le chef de file est Milton Friedman, Prix Nobel d'Economie), l'inflation résulte d'une émission de monnaie trop importante. La justification de cette idée repose sur l'existence d'une relation économique, appelée « **Théorie Quantitative de la Monnaie** » ou *équation d'Irving Fisher*. Cette dernière s'exprime ainsi :

$$M.v = P.Y \quad \text{ou} \quad M.v = P.T$$

- Où
- M représente la masse monétaire en circulation (demande de monnaie)
 - v la vitesse de circulation de la monnaie
 - P le niveau général des prix,
 - Y le volume de production ou de transactions (T)

Cette équation souligne qu'une augmentation de la quantité de monnaie provoque de façon mécanique une hausse du niveau général des prix. Elle justifie l'idée d'une dichotomie (sphère réelle - sphère monétaire) dans la théorie néoclassique. En d'autres termes, **l'évolution de la masse monétaire doit être corrélée à l'évolution du volume de la production** (et pas l'inverse).

En France, le contrôle de la masse monétaire (M1, M2, M3, M4) s'effectue depuis 1977. La fixation des limites à la progression annuelle des agrégations monétaires permet d'éviter des risques de tension sur les prix et d'indiquer aux agents économiques les principaux choix qu'il convient d'effectuer en matière monétaire. La stratégie de la BCE consiste à surveiller l'évolution de M3.

M1 : monnaie au sens strict de moyen de paiement (billets, pièces et dépôts à vue)

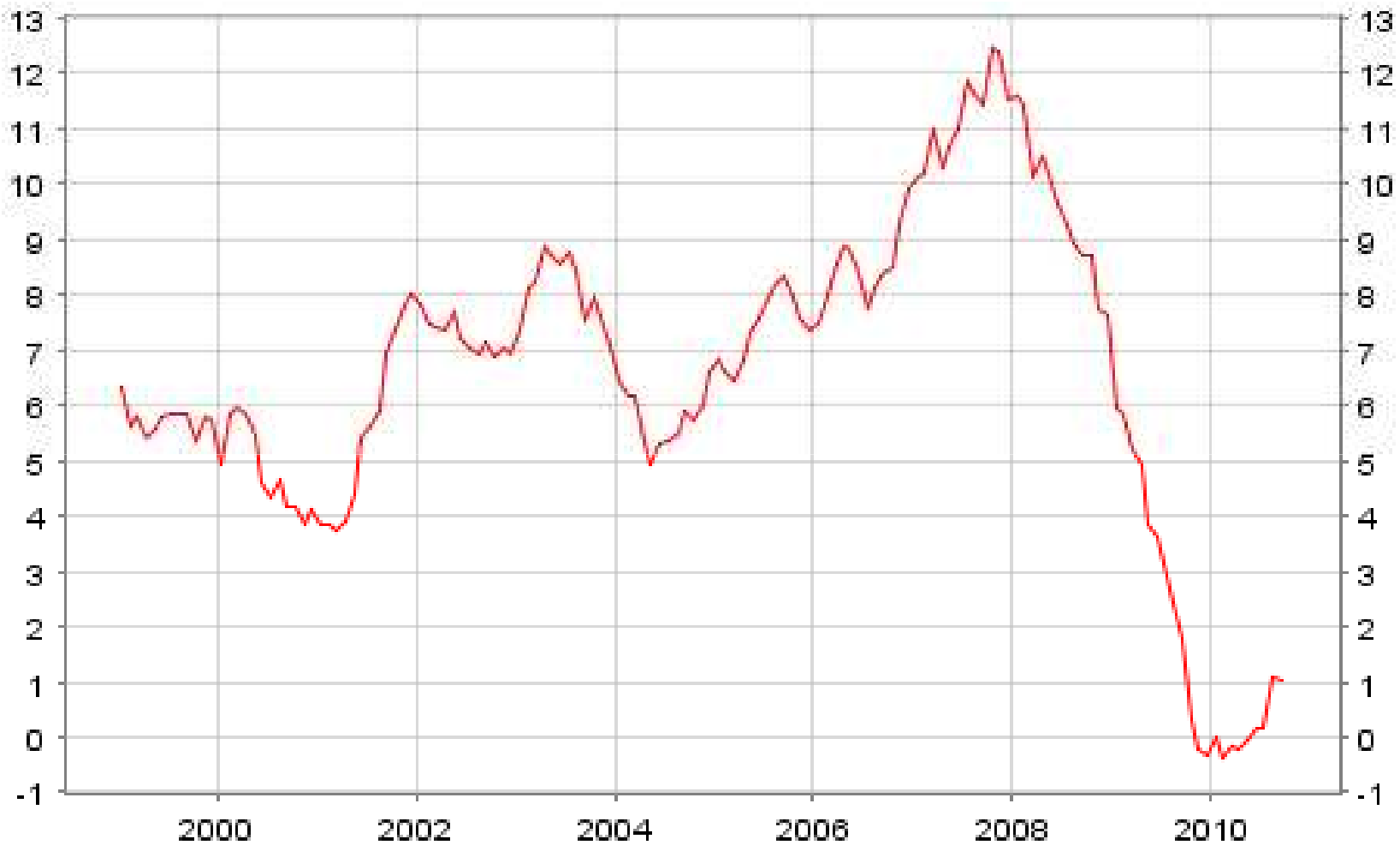
M2 : M1 + dépôts à terme jusqu'à 2 ans et les dépôts assortis d'un préavis de remboursement inférieur ou égal à 3 mois (Codevi, livrets A et bleu, compte épargne logement en France)

M3 : M2 + les instruments négociables sur le marché monétaire émis par les institutions financières monétaires (IFM) et qui représentent des avoirs dont le degré de liquidité est élevé avec peu de risque de perte de capital en cas de liquidation (OPCVM monétaires, certificats de dépôts)

M4 : M3 + les bons du trésor, les billets de trésorerie et les bons à moyen terme émis par les sociétés financières.

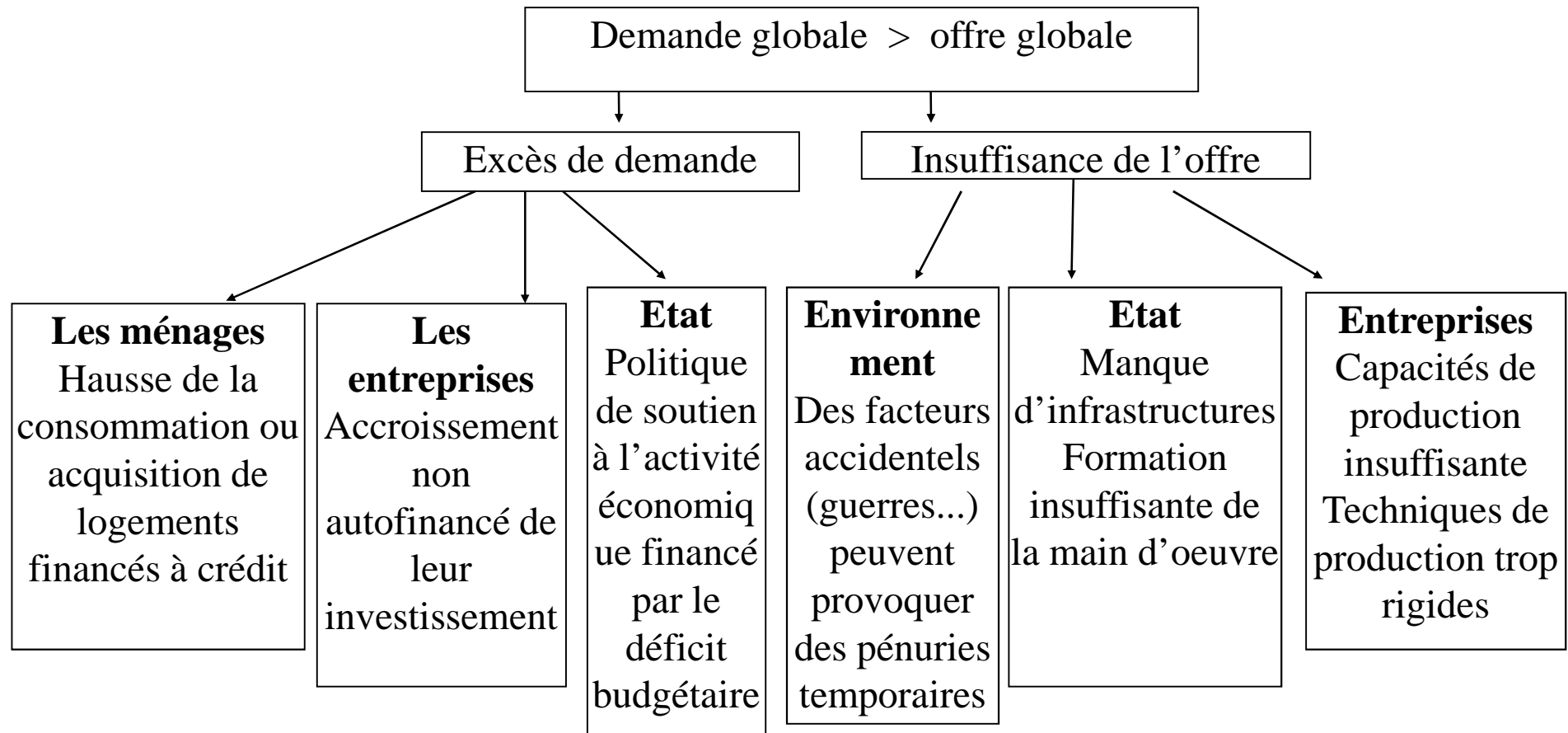
EIT : il est encore possible de surveiller un agrégat de financement (Endettement intérieur total).

M3 agrégé dans la zone euro



Source : Banque Centrale Européenne

B. L'inflation par la demande (la théorie keynésienne)



C. L'inflation par les coûts

Inflation par les coûts

Le coût du facteur travail

En raison de la pression syndicale, hausse des salaires qui est répercutée sur le prix des produits. Les charges patronales pèsent également

Le coût du capital

Ce coût est déterminé par le rythme d'amortissement des investissements. Il dépend donc des vagues de progrès techniques et des interventions de l'Etat.

Le coût des matières premières

Les prix des matières premières pèsent sur le niveau des coûts de production selon le degré de dépendance des économies (pétrole). On parle **d'inflation importée**

Le coût des Interventions publiques

L'Etat influence les coûts par le biais de la fiscalité ou encore de sa politique tarifaire.

Figure 1 : Hausse des prix du pétrole en 2007 et 2008

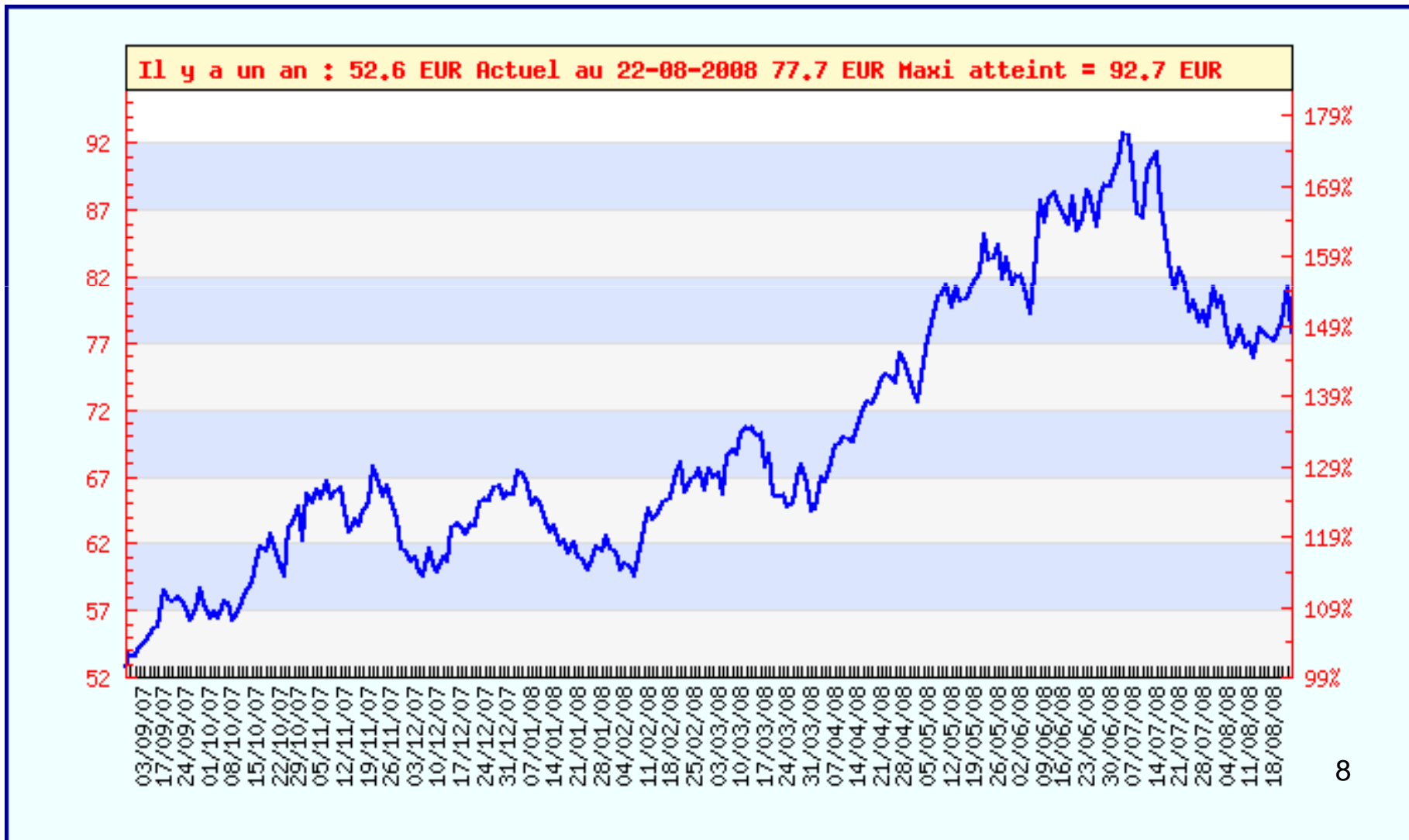
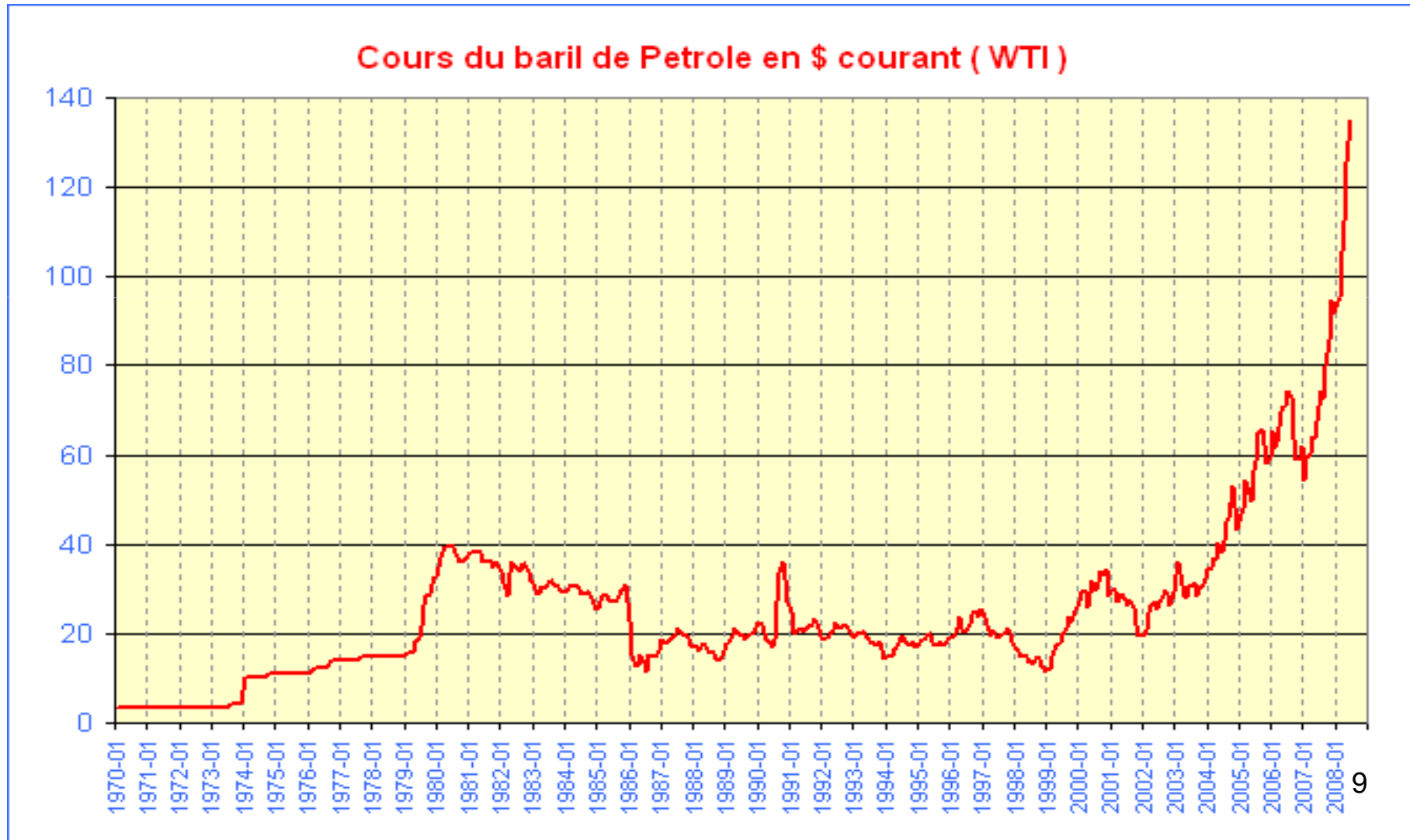


Figure 2 : Cours du baril du pétrole en dollar courant



LA BOUCLE SALAIRES - PRIX

Nombreuses et variées, les sources d'inflation par les coûts se combinent et s'entretiennent pour donner naissance à ce que l'on appelle «**des spirales inflationnistes** ». La plus connue est la **boucle salaires-prix**.

Hausse des coûts du travail supérieure aux gains de productivité → Hausse des coûts de revient des produits → Elévation des prix de vente → Baisse du pouvoir d'achat des salariés → Pression à la hausse des salaires

Malgré la forte accélération de l'inflation française passée de 1.1% en rythme annuel en juillet 2007 à 3.2% en mars 2008, les salaires sont restés stables avec une hausse annuelle de 2.7% au premier trimestre 2008 (exactement le même niveau qu'au premier trimestre 2007).

D. L'inflation : phénomène structurel

Dysfonctionnement structurel des marchés

Les hausses de prix peuvent se réaliser en l'absence de tout déséquilibre entre l'offre et la demande. Ces hausses peuvent être

imputées :

- aux entraves aux lois du marché
- aux interventions de l'Etat

Comportement des acteurs

L'inflation a des origines socioculturelles : illusion de plus grande richesse, lutte des groupes sociaux pour le partage de la valeur ajoutée.... Les comportements conduisent à mettre en place des mécanismes propagateurs de l'inflation (indexation des salaires sur les prix...)

II. LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION

Les effets bénéfiques de l'inflation

- L'inflation *contribue à alléger les dettes des agents économiques* (l'inflation diminue le coût réel de l'endettement en fonction de la différence entre le niveau des taux d'intérêt nominaux et le niveau général des prix). Ainsi les ménages et les entreprises ont longtemps bénéficié de taux d'intérêt réels faibles, voire négatifs.
- *Elle améliore la rentabilité financière des entreprises.* En période d'inflation, les entreprises sont d'autant plus incitées à recourir au financement externe que leurs taux de profit internes sont supérieurs au taux d'intérêt des capitaux empruntés. Une telle situation élève la rentabilité de leurs fonds propres (effet de levier). Les entreprises se trouvent stimulées par les perspectives de gains et incitées à investir. L'inflation, moteur de l'investissement, induit ici une croissance de la production et de l'emploi. Un haut niveau d'emploi apparaît compatible avec un taux d'inflation élevé (ceci est décrit par la *courbe de Phillips* : relation inverse entre l'inflation et le chômage).

Les effets néfastes de l'inflation

- Une inflation peut conduire lorsqu'elle est forte, à un ralentissement de la croissance économique, du produit global, et à une détérioration de l'emploi. L'inflation chronique entraîne de nombreux effets néfastes :
- elle perturbe la répartition macroéconomique des revenus. Tous les agents économiques ne peuvent pas faire évoluer leurs revenus à la même vitesse que l'inflation. Celle-ci est favorable aux emprunteurs et aux titulaires de revenus flexibles, mais elle pénalise les épargnants, les créanciers et les titulaires de revenus indexables.
- elle contribue à rendre l'avenir plus incertain. En rendant incertaine l'évolution des valeurs nominales des revenus et des prix, l'inflation complique les prévisions économiques et rend la croissance économique plus chaotique.
- une inflation nationale plus forte qu'à l'étranger, réduit la compétitivité de l'économie et conduit à procéder à des réajustements monétaires.
- l'inflation rend la croissance économique déséquilibrée et provoque *la stagflation*, situation où coexistent à la fois l'inflation et le chômage.

III. LA MESURE DE L'INFLATION

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation du niveau général des prix des biens et des services consommés par les ménages sur le territoire français.

C'est une mesure synthétique des évolutions de prix à qualité constante. Le champ géographique est le territoire national y compris les départements d'outre-mer.

L'IPC couvre tous les biens et services consommés sur l'ensemble du territoire, par les ménages résidents et non-résidents (comme les touristes). Une faible part des biens et services ne sont pas observés par l'indice : il s'agit principalement des services hospitaliers privés, de l'assurance vie et des jeux de hasard. Le taux de couverture de l'IPC a été porté à 95,2 % en 2005.

1. Le rôle de l'IPC

(i) économique, il permet de suivre, mois par mois, l'inflation. L'IPC est également utilisé comme déflateur de nombreux agrégats économiques (consommation, revenus...) pour calculer des évolutions en volume, ou en termes réels ("en euros constants").

(ii) socio-économique, l'IPC (publié au Journal Officiel chaque mois) sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à indexer le SMIC. L'indice retenu pour le SMIC est celui des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier, hors tabac.

(iii) monétaire et financier, à des fins de comparaison internationale, les indices de prix ont fait l'objet d'un travail d'harmonisation entre les services statistiques nationaux sous la coordination d'Eurostat. Les indices de prix à la consommation harmonisés (IPCH) ainsi obtenus ne se substituent pas aux IPC nationaux. Dans le cadre de l'objectif de stabilité des prix de la Banque Centrale Européenne, l'IPCH est l'indicateur majeur pour la conduite de la politique monétaire dans la zone euro. Dans le cas de la France, l'IPC et l'IPCH ont des évolutions assez proches, reflet de leur proximité méthodologique. En septembre 1998, des obligations indexées sur l'inflation (l'IPC national dans ce cas), ont été émises par le Trésor français, impliquant pour la première fois l'indice des prix dans la définition d'un instrument financier.

2. Nomenclature et échantillonnage

La nomenclature utilisée comprend 12 fonctions de consommation, 86 regroupements, 161 groupes et quelques regroupements particuliers conjoncturels. L'IPC est publié par l'INSEE mensuellement (le 13 de chaque mois), en données définitives.

Le plan de sondage est stratifié selon trois types de critère. (i) *le critère géographique* : les relevés sont effectués dans 106 agglomérations de plus de 2 000 habitants dispersées sur tout le territoire et de toute taille. (ii) *le type de produit* : un échantillon d'un peu plus de 1 000 familles de produits, appelées "variétés" est défini pour tenir compte de l'hétérogénéité des produits au sein de 161 groupes de produits. (iii) *le type de point de vente* : un échantillon de 27 000 points de vente, stratifié par forme de vente, a été constitué pour représenter la diversité des produits par marques, enseignes et modes d'achat des consommateurs et prendre en compte des variations de prix différenciées selon les formes de vente.

Le croisement de ces différents critères permet de suivre un peu plus de 130 000 séries (produits précis dans un point de vente donné) donnant lieu à plus de 160 000 relevés mensuels.

3. Méthode de calcul

L'indice des prix à la consommation (IPC) est un **indice de Laspeyres**. L'indice des prix de Laspeyres permet de synthétiser en un indice unique un certain nombre d'indices. Il mesure l'évolution dans le temps du prix à payer pour un panier de référence, choisi sur la base des consommations d'une année de référence. Il ne tient pas compte de la modification des habitudes de consommation (composition du panier).

La problématique est la suivante : on souhaite calculer un indice synthétique permettant de mesurer l'évolution du niveau général des prix. Pour cela, on dispose de la quantité q^i et du prix p^i pour chaque produit i considéré.

Entre la date 0 et la date t , les quantités et les prix changent.

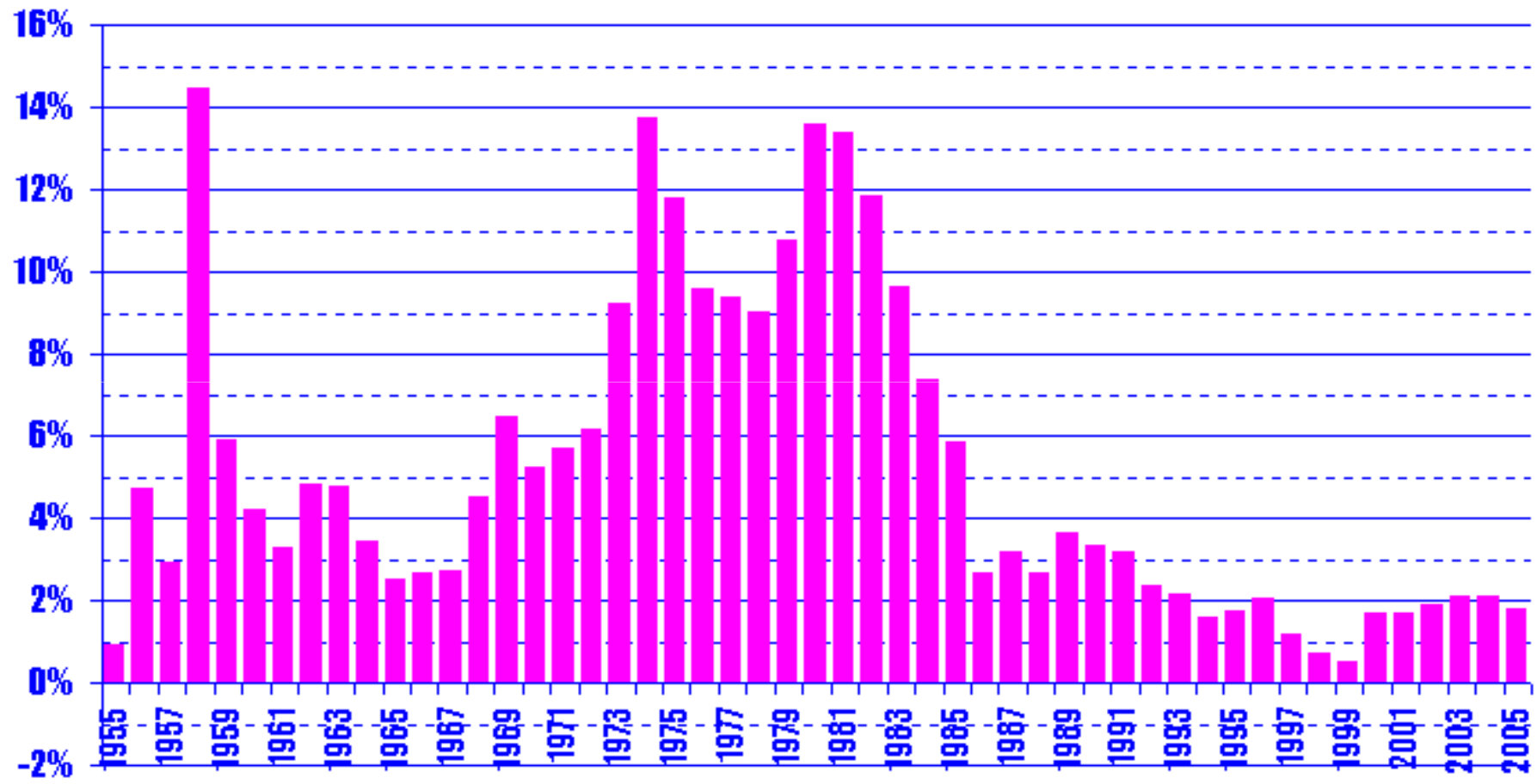
$$\Delta P_L = \frac{\sum p_{t;i} \times q_{0;i}}{\sum p_{0;i} \times q_{0;i}} \times 100,$$

IV. EVOLUTION DE L'INFLATION EN FRANCE

L'évolution des prix en France a été marquée par cinq cycles de hausses brutales :

- les deux premiers renvoient aux guerres et aux périodes d'après guerre (1914-1920, 1940-1948) ;

- les trois derniers traduisent les conséquences des chocs pétroliers de 1973-1974 (guerre du Kippour), de 1979 (révolution iranienne) et 2000 (guerre en Irak).



HISTOIRE DES PRIX

- blocage des prix en 1976
- libéralisation des prix le 1er juin 1978 : « *les prix des conserves, de la tannerie, de la pâtisserie industrielle, de l'horlogerie... sont libérés* » (Hecht, 1998). Par cette mesure, Raymond Barre, alors Premier ministre, entendait tirer un trait sur plus de 30 années d'arrêtés (26509) décidés au nom de l'ordonnance de 1945 (celle-ci établit le blocage des prix au niveau atteint le 1er septembre 1939).
- Plusieurs éléments ont favorisé cette politique : le gouvernement de droite disposait d'une législature pour mener ses réformes ; la thèse de la nocivité du contrôle des prix rencontrait un écho favorable (une étude de l'OCDE sur l'évolution des prix à la consommation classe la France au 16e rang, loin derrière les pays où la liberté est la règle, comme l'Allemagne depuis la fin de la guerre) et les sidérurgies françaises étaient au bord de l'asphyxie (elles ont dû s'endetter pour contourner le blocage des prix, leur compétitivité prix s'est donc amenuisée de jour en jour).
- La principale difficulté pour le gouvernement fût de convaincre l'opinion que la liberté des prix n'était pas synonyme de hausse des prix.

- La libéralisation des prix se déroule sans heurts jusqu'en août.
- Fin 1978, la hausse des prix est moindre que prévue, 9.4%, voire 8% en tendance sur le dernier trimestre.
- Le deuxième choc pétrolier vient cependant porter un coup fatal à ces efforts. En 1983, l'inflation atteint 15% (le prix du pétrole passe de 17\$ à 40\$ en 1980).
- L'arrivée de la gauche au pouvoir (1981) marque cependant une rupture avec les années précédentes. Pierre Mauroy, alors premier ministre, rétablit un blocage partiel, puis un blocage global en septembre 1982. Il faudra attendre le gouvernement de Laurent Fabius, pour que les prix soient progressivement libérés à partir de septembre 1984.

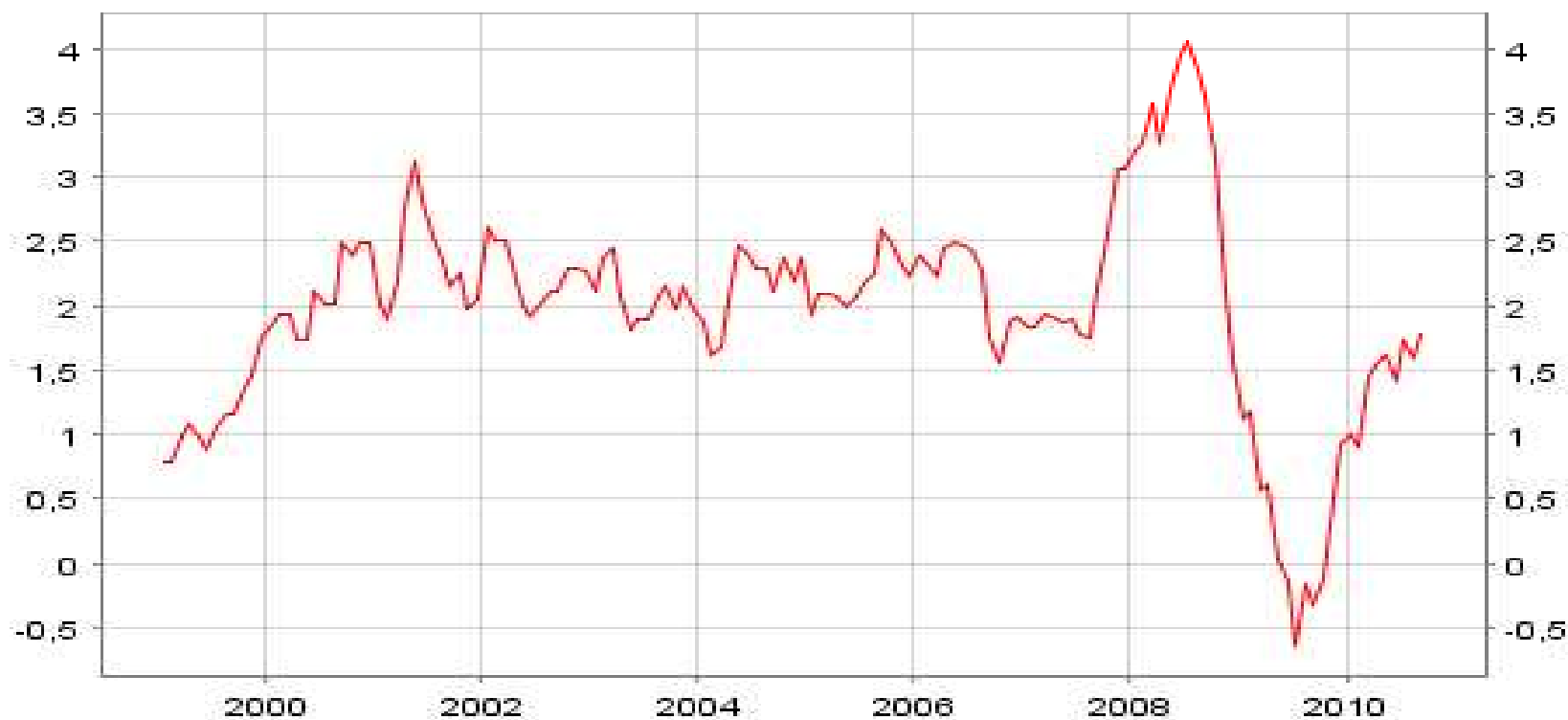
- Au début de l'année 1986, la droite revenant au pouvoir, 84% des produits industriels sont libérés. Le gouvernement d'Edouard Balladur rend définitive la libéralisation des prix par une ordonnance du 1er décembre 1986 qui abroge le texte de 1945 et affirme le principe de la concurrence.

La libéralisation de 1984-1986 est un succès car elle s'inscrit dans une politique d'ensemble : décélération parallèle des prix et des salaires, ouverture à la concurrence, développement du droit des consommateurs... Elle a été confortée par des réformes institutionnelles : la transformation de l'ancienne Direction des prix en une Direction de la Concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; la création d'un Conseil de la concurrence.

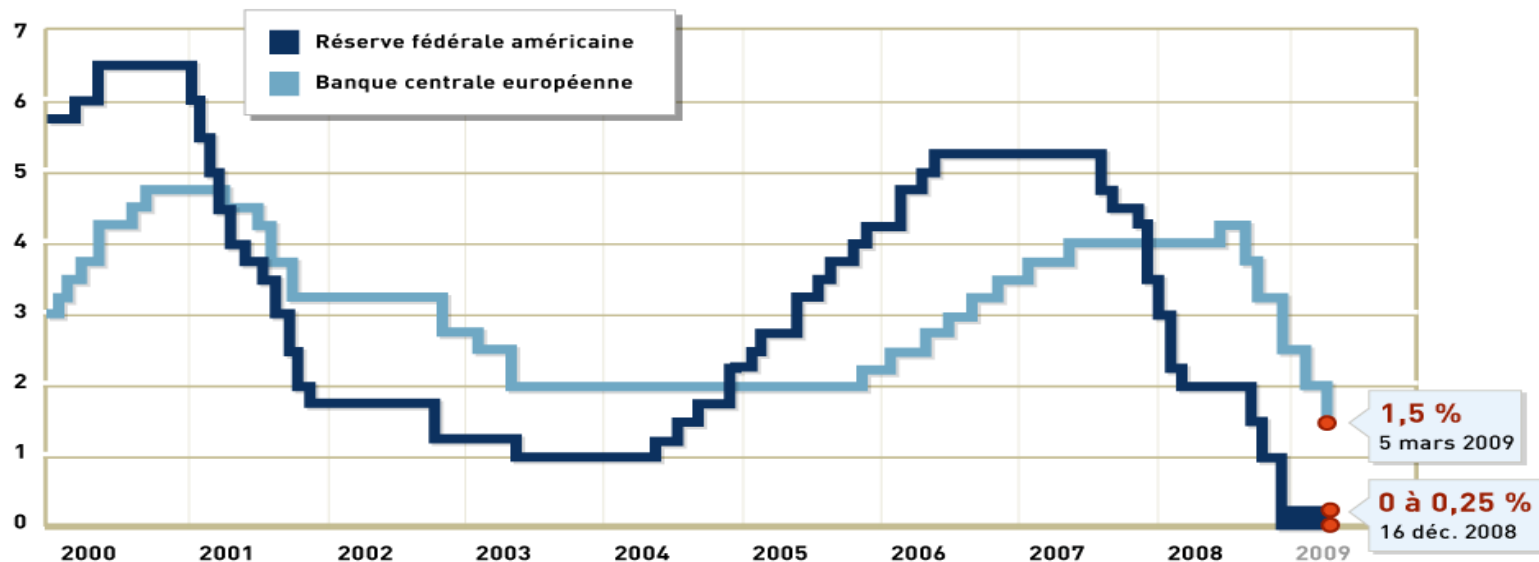
- En l'espace d'une dizaine d'années, l'économie française est passée d'une économie régulée par l'Etat à une économie concurrentielle dans laquelle les autorités françaises et européennes ont pris une importance croissante.

L'inflation française est inférieure à 2% tout au long des années 90 et au début des années 2000, les années 2007 et 2008 marquent cependant une recrudescence des tensions inflationnistes. A partir du dernier trimestre 2007, la France enregistre une hausse régulière de l'inflation. Sur un an (juillet 2008), l'indice croît de 3,6 % (INSEE, 2008). Ce phénomène est visible au niveau européen et aux Etats Unis dès la fin du dernier trimestre 2004.

IPCH dans la zone euro



Principal taux directeur, en %



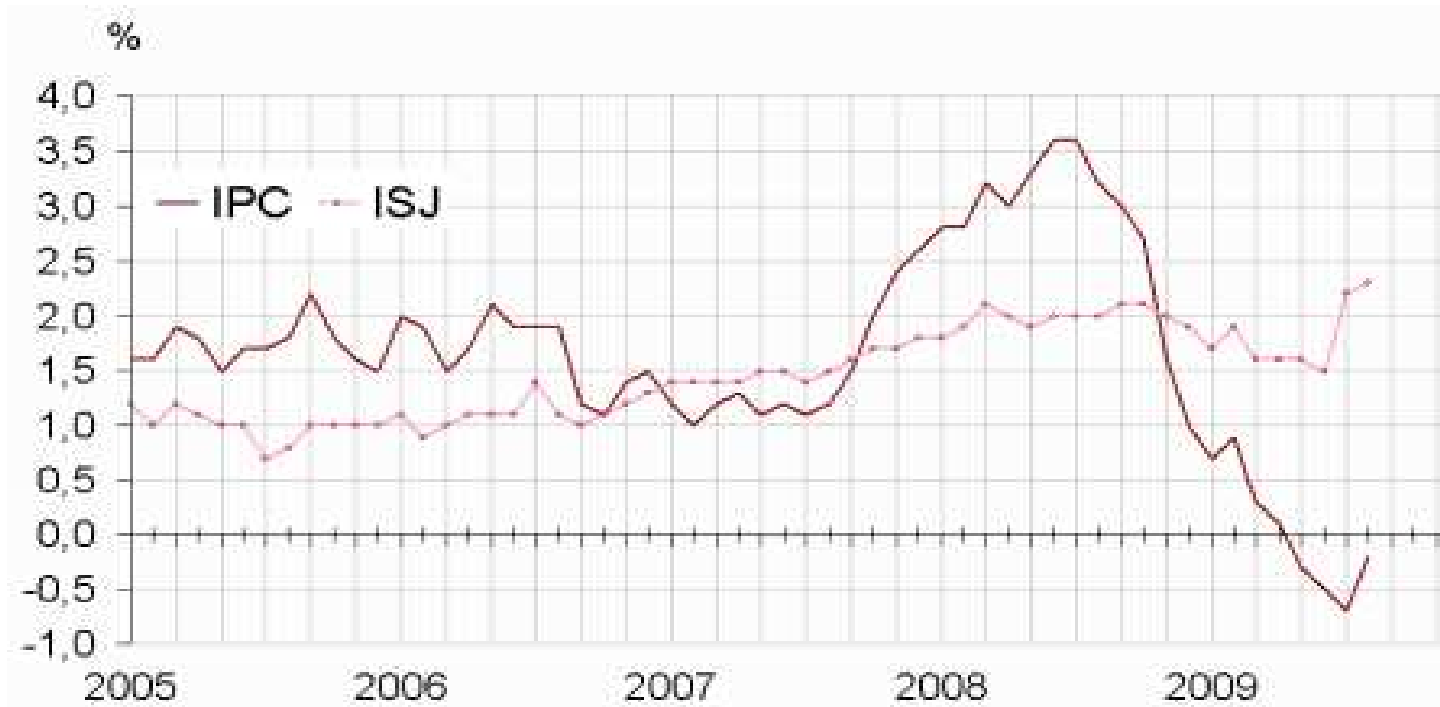
Sources : BCE, Fed

Année	Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec
2007	2.08%	2.42%	2.78%	2.57%	2.69%	2.69%	2.36%	1.97%	2.76%	3.54%	4.31%	4.08%
2006	3.99%	3.60%	3.36%	3.55%	4.17%	4.32%	4.15%	3.82%	2.06%	1.13%	1.97%	2.54%
2005	2.97%	3.01%	3.15%	3.51%	2.80%	2.53%	3.17%	3.64%	4.69%	4.35%	3.46%	3.42%
2004	1.93%	1.69%	1.74%	2.29%	3.05%	3.27%	2.99%	2.65%	2.54%	3.19%	3.52%	3.26%
2003	2.60%	2.98%	3.02%	2.22%	2.06%	2.11%	2.11%	2.16%	2.32%	2.04%	1.77%	1.88%
2002	1.14%	1.14%	1.48%	1.64%	1.18%	1.07%	1.46%	1.80%	1.51%	2.03%	2.20%	2.38%
2001	3.73%	3.53%	2.92%	3.27%	3.62%	3.25%	2.72%	2.72%	2.65%	2.13%	1.90%	1.55%
2000	2.74%	3.22%	3.76%	3.07%	3.19%	3.73%	3.66%	3.41%	3.45%	3.45%	3.45%	3.39%

La récession survenue à la suite à la crise des subprime, a cependant modifié cette évolution et généré une baisse des prix à la consommation de 0,5% en rythme annuel au deuxième trimestre 2008. Du coup, bien que les hausses de salaires aient été très modérées à 2,2%, les salariés ont vu leur pouvoir d'achat s'accroître de 2,7%. Un niveau qui n'avait plus été atteint depuis bien longtemps. Et qui explique aussi la bonne tenue de la consommation.

Cette bonne nouvelle doit être cependant tempérée à la fois par les centaines de milliers d'emplois détruits et la remontée des prix en août 2009 de + 0.5% (contre - 0.4% en juillet). Cette hausse consécutive à la fin des soldes dans le secteur manufacturé, au renchérissement des produits alimentaires et à l'augmentation du prix du carburant (pétrole) laisse présager un retour à une inflation positive (INSEE, 2009).

Annexe : IPC, ISJ



Source(s) : Insee, Indice des prix à la consommation